

Quel **avenir** nous prépare **la constitution** européenne ?

Les désastres du libéralisme

Qui veut mesurer les dangers des politiques ultralibérales peut voir en ce moment au cinéma Mazarin le film "Mémoire d'un saccage, Argentine le hold-up du siècle" dans lequel vous verrez Michel Camdessus à l'époque Directeur général du FMI, embrasser Carlos Menem, un des chefs d'état les plus corrompus de la planète. Le film vous dira que France Télécom participait au dépeçage du secteur public argentin. D'ailleurs, d'autres fleurons de l'industrie française (EDF par exemple) ont participé au saccage de l'Argentine. L'Argentine a été le bon élève du F.M.I. Elle privatisait tout le secteur public, bradait son patrimoine industriel. Les recettes du F.M.I. et de Camdessus, ont conduit l'Argentine et les Argentins à la ruine pendant qu'une minorité de dirigeants remplissaient les coffres des banques nord-américaines et européennes. Le film accuse le F.M.I. de "crime contre l'humanité".

Un programme ultralibéral pour la France : le rapport Camdessus "Le sursaut, vers une nouvelle croissance pour la France"

Il s'agit d'un inventaire de recettes ultralibérales : "travailler plus, travailler plus longtemps, supprimer le contrat de travail à durée indéterminée, lutter contre les trappes à inactivité, ne plus augmenter le SMIC, supprimer les réglementations qui visent essentiellement à protéger des situations acquises", "agiliser l'État" (sic) maîtriser la dépense publique", [généraliser] à l'ensemble de la sphère publique la contrainte budgétaire et financière". Manifestement M. Camdessus n'a tiré aucun enseignement des désastres qu'il a provoqués en Argentine ou de l'appauvrissement quasi généralisé que la "dette" et les "programmes d'ajustements structurels" ont provoqué en Afrique.

Le scénario

ultra-libéral de l'Union Européenne

Dans l'introduction à la brochure de Raoul Marc Jennar intitulée "Quand l'Union Européenne tue l'Europe" 12 questions sur

le "traité établissant une constitution pour l'Europe qui met fin au modèle européen" on peut lire : "c'est dans l'espace européen que sont nées à la fois l'exigence des droits individuels créateurs de la liberté, mais également la revendication des droits collectifs qui organisent la solidarité. Cette double exigence...fonde l'Europe." Le constat à faire aujourd'hui est "le caractère hémiplegique de ce qu'il est convenu d'appeler la "construction européenne" Ratifier la Constitution aura pour effet de renforcer, de légaliser et de pérenniser une Europe de moins en moins européenne"

Le 23 novembre Raoul Marc JENNAR sera à Aix à l'invitation d'ATTAC Pays d'Aix pour présenter son analyse de la Constitution. Cette conférence poursuit le programme d'information, de formation et de débat sur l'Union Européenne et la Constitution mené avec intensité par ATTAC Pays d'Aix depuis plus d'un an. Nous avons pu constater l'intérêt d'un public qui veut être en mesure de comprendre et d'évaluer les politiques de l'Union Européenne, public qui dépasse largement le cercle des adhérents d'Attac.

L'irruption d'une "opinion publique" n'est pas le moindre des malaises ressentis par les dirigeants politiques et la plupart des médias dont le seul souci semble de vouloir confisquer le "droit à la politique" sur un sujet trop complexe pour de simples citoyens. Car cette "opinion publique" se manifeste également par la création de collectifs qui refusent de se voir imposer une position préformatée par les "élites" et entendent prendre une part active au rejet de la Constitution. Ainsi est né au niveau national "l'Appel des 200 : dire "non" au traité constitutionnel, pour construire l'Europe !" et à Aix le Collectif unitaire "Contre la Constitution libérale et pour une Europe sociale". Le collectif aixois se joint à Attac pour faire de la conférence de Raoul-Marc Jennar une soirée de mobilisation en faveur d'une Europe démocratique et solidaire.

Bernard Lagune

Nos rendez-vous

Jeudi 18 novembre à 19h

(attention 3^{ème} jeudi de novembre)

Réunion mensuelle :

"Les Paradis Fiscaux et l'Union Européenne : présent heureux, avenir radieux ?"

Maison des associations,
Le Ligourès, place Romée de Villeneuve,
à **Encagnane**

Mardi 23 novembre à 20h
au CREPS

"Quel avenir nous prépare la constitution européenne"

Conférence

de Raoul Marc Jennar,
chercheur militant.
Chemin de Guiramande,
Pont de l'Arc.

Jeudi 9 décembre à 19h
au CREPS

Projection/débat du film
"Les réquisitions de Marseille"

(voir encadré page 2)
chemin de Guiramande,
Pont de l'Arc.

AGENDA

• **Lundi 8 Novembre à 19h** : rencontre / débat : "Paysans d'Afrique et Mondialisation" avec Victor Nzuzi paysan et militant de RDC, salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Mardi 16 novembre à 19h30** "Alors, cette Constitution Européenne ? C'est oui ou c'est non ?" avec diaporama. Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Jeudi 18 novembre à 19h00** : réunion mensuelle : "Les Paradis Fiscaux et l'Union Européenne : présent heureux, avenir radieux ?" avec la participation d' "Agir Ici" Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Ville-neuve, à Encagnane.

• **Mardi 23 novembre à 20h00** : "Quel avenir nous prépare la constitution européenne" Conférence de Raoul Marc Jennar, chercheur militant à l'URFIG (Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation) CREPS, chemin de Guiramande, Pont de l'Arc.

• **Mardi 07 décembre à 19h30** "Coton africain contre coton états-unien, ça, c'est coton !" Comment le coton subventionné des USA provoque la misère des petits producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest. Illustré par le film "Un homme intègre à l'OMC". Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Jeudi 9 décembre à 19h00** : réunion mensuelle : projection du film : "les réquisitions de Marseille avec Robert Mencherini, historien, auteur de "La Libération et les entreprises sous gestion ouvrière - Marseille, 1944-1948", et Luc Joulé, réalisateur du film ; Attention : la réunion ne se tient pas au Ligourès, mais exceptionnellement au CREPS, chemin de Guiramande, Pont de l'Arc.

• **Mardi 21 décembre à 19h30** : "comment les multinationales tentent de nous imposer les OGM : l'exemple du coton en Inde", avec la projection du film "un monde à vendre, 1^{ère} partie" Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Mardi 4 janvier à 19h30** : "la diversité biologique et les brevets", avec projection du film : "un monde à vendre, 2^{ème} partie" salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

• **Jeudi 9 Janvier à 19h00** : réunion mensuelle sur le thème des choix énergétiques Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Ville-neuve, à Encagnane.

GROUPES DE TRAVAIL

Environnement :

le dernier mercredi du mois au salon de thé "sur la Route de Samarkande" à 20h ;

contact : Danielle PUGLIESE : 04 42 24 16 81

Paradis

Fiscaux-Taxe Tobin :

contact : Anne-Marie QUETGLAS : 04 42 27 97 94

Economie solidaire :

contact : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69

Europe :

contact : Vincent Porelli : 04 42 93 11 68

ATTAC-JEUNES :

contact : Thibaud HULIN : 06 81 98 21 10

ATTAC au Jas :

contact : Jean et Michelle FOURNY : 04 42 21 65 45

Santé : **contact** :

Francine Vigneul et Claude Ramin : 04 42 63 17 98

AGCS/OMC/Services

Publics : **contact** :

Anne-Marie ALARY : 04 42 95 10 84

Dette : le premier lundi du

mois à 19h chez Raymonde Lagune, villa Heurtebise,

190 chemin des Lauves et Fontrousse,

à Aix : 04 42 96 66 46.

Retraites : **contact** :

Christiane BENLIAN : 04 42 22 17 84

Consommer autrement

ou mieux consommer :

contact : Laurent KRIGER : 04 42 27 19 69.

Travail et précarité :

contact : Thibaud Hulin : 06 81 98 21 10

Cours d'économie :

Mardi 9 Novembre à 19 h à l'annexe du centre Jean Paul Coste à Aix,

contact : 06 83 41 89 51.

Festival "Images

Mouvementées" :

Mercredi 1^{er} décembre 2004 à 19h30 chez Simone Bernillon, 102 chemin du Puy du Roy, 13100 Aix en Provence : 04 42 21 39 60, repas tiré du sac.

Femmes, genre

et mondialisation :

Mardi 30 Novembre à 19 h, lieu à préciser,

contact : Claudine Blasco : 04 94 78 58 69

Participer à la réalisation d'une œuvre de rue avec Max Sauze

A l'occasion du festival du cinéma d'Attac Pays d'Aix, Image Mouvementée, une œuvre de rue sera exposée sur toute la longueur de la rue Laroque (la rue du Mazarin). Cette œuvre, en lien avec le thème du festival "La fabrique de l'opinion" aura pour but d'amener les passants à s'interroger sur la manière dont ils sont informés.

Max Sauze, artiste plasticien et poète propose d'animer un groupe de 5 ou 6 personnes pour réaliser cette œuvre qui sera faite à partir de matériaux de récupération. Si vous souhaitez participer à ce projet, n'hésitez à contacter Alain Peytavy au 04 42 53 60 40 ou au 06 14 58 52 90 ou au alainpey@free.fr. La réalisation se fera dans un entrepôt situé à Ventabren (12 km d'Aix). De plus, Max Sauze met à la disposition du festival une de ces œuvres qu'il a réalisées il y a quelques années intitulée "la Télévision". Cette œuvre est composée de 16 tableaux monumentaux.

Jeudi 9 décembre à 19h Amphithéâtre du CREPS (Aix)

Projection - débat du film de Sébastien Jousse et Luc Joulé. Les Réquisitions de Marseille (mesure provisoire) D'anciens ouvriers qui reviennent dans leurs ateliers... et Raymond Aubrac préfet à Marseille à la Libération témoignent sur l'expérience de "gestion participative" la plus importante que la France ait connue. De 1944 à 1948 15 entreprises de Marseille sont réquisitionnées et 15.000 ouvriers inventent un modèle démocratique d'organisation du travail. Le débat sera animé par Robert Mencherini, historien auteur de "Libération et les entreprises sous gestion ouvrière - Marseille, 1944- 1948" L'Harmattan 1994 et Luc Joulé, réalisateur du film

Attention : cette réunion remplace le café Citoyen de décembre au Ligourès.

Le groupe Méditerranée d'Attac organise un week-end de formation

les 20 et 21 novembre à Marseille sur la situation politique économique et sociale au sud et à l'est de la Méditerranée. L'objectif de cette formation est de constituer une équipe pour l'animation et la coordination de la 5^{ème} Assemblée Préparatoire au Forum social Méditerranéen qui se tiendra à Marseille du 14 au 16 janvier 2005. Renseignements et inscription auprès de Bernard Lagune 06 08 49 50 25.

TAXES MONDIALES :

Des contradictions qui laissent songeurs

- Les positions prises par Jacques Chirac le 20 septembre lors d'une conférence de l'OIT à New York, en faveur d' "une éthique sociale de la mondialisation".
- Ses déclarations le même jour dans une réunion des quatre présidents dont Lula, en faveur du prélèvement d' "une fraction des richesses engendrées par la Mondialisation" sous forme de taxes mondiales.
- La participation d'Attac dès novembre 2003 à un groupe de travail lancé par Jacques Chirac et présidé par JP Landau, ayant pour objectif de réfléchir à de nouvelles contributions financières internationales".

Tout ce contexte favorable à nos idées a mis Attac dans une position peu coutumière et parfois malaisée.

Jusqu'où aller dans la diplomatie ?

- En effet, Attac peut se réjouir, à juste titre, d'initiatives qui relancent et rendent plus crédibles ses propres propositions de taxes globales permettant de lutter contre la spéculation financière et financer le développement des pays pauvres.
- Il y a également à se féliciter de la popularisation à cette occasion, des valeurs de solidarité, de la reconnaissance publique de l'injustice des rapports économiques mondiaux et de la responsabilité des pays riches dans la pérennisation de la pauvreté.
- Mais il est plus délicat, de saluer la politique d'un chef d'état qui sur le plan intérieur, mène une politique anti-sociale marquée par une fiscalité en faveur des riches qui ne fait qu'accroître les inégalités, le chômage et les exclusions.
- Il ne faudrait donc pas en rajouter dans les félicitations et laisser planer l'illusion d'un consensus :

Les taxes globales ne servent à rien pour régler les problèmes de la pauvreté si elles ne s'accompagnent pas d'un démantèlement des politiques libérales génératrices de cette pauvreté et d'une remise en cause des politiques de l'OMC, la BM et du FMI.

Or sur ce plan là, quand la vie de millions de personnes dépend de la signature

d'un accord (que ce soit pour faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels, ou pour supprimer les subventions agricoles européennes à l'exportation) Jacques Chirac est singulièrement aux abonnés absents. Plus une belle parole ! "Notre maison brûle et Chirac regarde ailleurs..."

Envisageons les mesures immédiatement utiles contre la pauvreté :

1. Augmenter l'Aide Publique au Développement (APD). Elle ne semble légèrement en hausse que grâce à un subterfuge : On y intègre les annulations de dette qui devraient être additionnelles. L'APD est, en réalité, en baisse.
2. Annuler totalement la dette des pays très endettés qui permettrait de libérer le développement. Telle n'est pas la priorité du gouvernement qui poursuit l'initiative PPTTE de plus en plus reconnue comme insuffisante.
3. Lutter contre les paradis fiscaux, le secret bancaire, l'évasion fiscale, causes primordiales de l'appauvrissement des états du sud. Ce n'est pas d'avantage à l'ordre du jour.
4. Changer la politique de l'Union Européenne qui, en accord avec l'OMC entretient la baisse des salaires, des prix agricoles, et de tous les produits de base, ruinant par ce dumping les économies des PED .Il n'en est pas question, trop d'intérêts sont à protéger ! Il en de même en ce qui concerne l'obligation catastrophique faite aux PED, d'abolir leurs barrières douanières.
5. S'opposer à la constitution européenne, résolument hostile à toute entrave aux mouvements des capitaux, et donc à toute taxation mondiale... On connaît la réponse ! Incohérence ou cohérence à double face ? Le test sur les mesures concrètes immédiatement applicables est négatif pour Jacques Chirac. Ce qui est positif, c'est la décision prise par Attac et d'autres associations, de créer un comité de suivi des propositions faites à New-York. Ce sera l'occasion de contrôler leur avancement ou leur dérive .

Annulation de dettes : Qui dit mieux ?

La question de la dette des pays du Sud revient, ces derniers mois, sur le devant de la scène : On assiste à une escalade d'annonces d'annulation de dette.

Initiative américaine :

C'est elle qui a lancé le débat sur les annulations. Washington a annoncé souhaiter l'annulation de la dette multilatérale de tous les pays très endettés (en fait, les 27 plus dociles). Bush, serait-il, à son tour, tombé dans le bain de la philanthropie ? On a des raisons d'en douter.. Cette proposition ne vise qu'à obtenir l'annulation totale de la dette de l'Irak sans laquelle les USA ne pourront empocher les bénéfices pétroliers de leur intervention. Devant les réticences de la France qui n'accepte que 50%, ils ont trouvé l'astuce de mettre l'Irak dans un "package" avec d'autres pays très endettés, histoire de faire passer la pilule...C'est une solution sans déboursier un sou. Les fonds seraient prélevés dans les caisses du FMI et de la BM qui ne sont pas suffisamment aux ordres, au goût de Washington, pour laisser la place à des négociations bilatérales sans contraintes de la part des autres pays riches.

Initiative britannique :

Tony Blair veut faire son Chirac, il se démène pour redorer son image avant les échéances majeures de 2005 : Présidence britannique de l'UE, G8 en Ecosse, Conférence de l'ONU sur les objectifs du millénaire en septembre... et sa propre réélection .

Il lance une initiative d'annulation de la part de la dette multilatérale des pays pauvres, lui revenant, en fait, 10% des dettes dues par les PED très endettés à la Banque Mondiale et à la Banque africaine de Développement. Cette annulation (non reprise par Chirac), bien que financée en partie par des augmentations de l'Aide Public au Développement, représente tout de même un petit progrès.

En définitive :

La France et la Grande-Bretagne ont rejeté les propositions américaines, mais l'initiative américaine a eu l'intérêt de soulever la question de la dette odieuse, à propos de l'Irak (car elle est applicable à d'autres pays) et de faire la preuve, qu'un pays très endetté, en plein marasme économique ne peut se relever sans une annulation totale de dette. Résultat plutôt maigre ! On attend encore que les pays du G7 sortent leurs chéquiers. Pendant ce temps les pays d'Afrique sud-saharienne continuent de rembourser davantage pour le service de la dette qu'ils ne reçoivent de crédits.

**Raymonde Lagune
pour le groupe Dette**

KOK ou le K.O Social

On se souvient du projet de directive Bolkestein (LAA n° 33 - juillet août 2004) visant à "éliminer les entraves à la liberté d'établissement des prestataires de services et à la libre circulation des services au sein de l'Union Européenne (UE)". Pour y parvenir, cette directive envisage l'instauration du "principe du pays d'origine" selon lequel un prestataire de service ne devrait être soumis qu'à la loi du pays dans lequel il s'établit et non à la loi du pays où il fournit le service. Un tel principe inciterait bien sûr les entreprises de services à installer leur siège social dans les pays où les règles sociales sont les moins contraignantes.

Une Chronique de "La Tribune" intitulée "la compétitivité d'abord" nous apprend qu'"un obstacle de plus surgit sur le chemin de l'Europe sociale"! Il s'agit cette fois-ci d'un rapport sur la compétitivité de l'UE, préparé par l'ancien Premier Ministre néerlandais, Wim Kok, rapport qui sera soumis aux 25 membres de l'UE début novembre, mais dont une première mouture leur a déjà été présentée. D'après le participant tchèque, "la croissance doit être l'objectif premier et il faut s'assurer que le "social" ne nuit pas à la compétitivité".

Selon une source française, "Kok passe de l'inclusion du social dans les politiques communautaires au questionnement sur la soutenabilité de nos modèles sociaux". Tout ce jargon signifie qu'en fait, ce sont les modèles sociaux qui faussent la concurrence.

En France, le député UMP, Hervé Novelli, demande déjà que soit supprimée toute référence légale de la durée du travail ! L'entreprise de démolition sociale au sein de l'UE progresse donc inexorablement conformément à l'objectif fondamental fixé par le projet de constitution européenne : "Un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée" (art I-3-2).

Ce rapport Kok confirme bien la philosophie de la construction européenne. Selon le projet de constitution soumis à notre approbation, c'est le marché qui "favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux" (art III-209). En clair, on aboutira à un alignement sur les législations les plus défavorables aux travailleurs. Comme le dit le chroniqueur de "La Tribune" : "Enrichissez-vous d'abord, produisez, travaillez, le social viendra de surcroît, éventuellement..."

Les droits sociaux sont donc bien subordonnés aux lois du marché et de la concurrence.

C'est ce projet économique dépourvu de dimension sociale, que préfigure le rapport Kok et que nous sommes appelés à ratifier, par référendum, en tant que traité à durée illimitée" (art IV-446).

Est-ce cette "Union Européenne" que nous voulons?

Michelle Fourny

Au sujet du titre de la conférence de Raoul Marc Jennar : "Quel avenir nous prépare la constitution européenne"

Le choix d'une constitution pour l'Europe représente la décision la plus grave à laquelle nous ayons été confrontés depuis 1945.

C'est parce que nous sommes des Européens convaincus que nous voulons une Europe de solidarité, une véritable Europe sociale, soucieuse de promouvoir un développement respectueux des Hommes et de leur environnement, une Europe solidaire avec les pays du Sud. C'est l'exigence de cette autre Europe qui doit nous rassembler dans le respect de nos sensibilités.

C'est pour cela que nous devons refuser cette constitution libérale où le marché est érigé au rang de valeur, où les citoyen(ne)s sont laissé(e)s à l'écart des lieux de décisions, où la politique de défense est soumise à l'OTAN.

Venez découvrir ce qui se cache derrière cette constitution.

MARDI 23 NOVEMBRE au CREPS à 20H 30 avec Raoul Marc Jennar chercheur militant à l'URFIG (Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation) a publié chez Fayard au printemps dernier : "Europe, la trahison des élites".

LA FORMATION RÉGIONALE EST TRÈS VIVANTE, ET ATTAC PAYS D'AIX TRÈS IMPLIQUÉ

En effet parmi les participants, on compte toujours un grand nombre d'adhérents du Pays d'Aix et notre comité prend souvent une part active dans l'organisation. Après les formations sur la dette (en juin), sur l'Europe (en mai et en octobre) quels sont les nouveaux projets ?

- Vue la très forte demande sur le projet de constitution européenne, (nous avons dû refuser de nombreuses inscriptions en octobre dernier), deux nouvelles formations sont organisées, les 6 et 7 novembre à Salon et les 22 et 23 janvier au CREPS d'Aix en Provence.

- Les 20 et 21 novembre aura lieu à Marseille une formation sur la situation politique économique et sociale au sud et à l'est de la Méditerranée
- Le samedi 27 novembre, Raoul Marc Jennar assurera une formation sur l'AGCS et l'OMC à Bandol
- Le 4 décembre, une formation sur le thème de l'accueil est organisée au CREPS d'Aix, avec comme objectifs de réfléchir sur l'écoute, l'accueil, l'intégration et la mobilisation des adhérents dans les comités locaux et de constituer une "mallette pédagogique" pour faciliter la mise en place de l'accueil

En 2005, le groupe régional de formation a également comme projets de réaliser des formations thématiques sur l'eau, le développement durable, la consommation et la grande distribution et enfin sur les paradis fiscaux. Par ailleurs il est également envisagé de faire une formation sur la prise de parole et sur l'organisation d'actions de rue.

POUR PLUS D'INFORMATION, CONTACTER ANNE MARIE ALARY, 06 08 49 50 53